

Développement régional—Loi

En 1961, le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) était ministre des Affaires du Nord. Il avait présenté un bill sur l'aménagement rural et le développement agricole connu sous le nom d'ARDA. J'avais entendu son discours à l'époque et je me souviens qu'il avait dit que c'était un nouveau principe qui allait aider les localités à installer des égoûts et à effectuer une série d'autres travaux nécessaires. Elles pourraient même planter des arbres. J'avais eu de la difficulté à faire le rapport entre les égoûts et les arbres à cette époque; je ne pouvais pas comprendre comment un bill pouvait englober tant de choses. Mais, comme mon honorable ami l'avait alors expliqué, l'idée venait d'un bill qui avait été présenté aux États-Unis. Je me souviens d'avoir entendu mon honorable ami parler de reboisement au Minnesota. Il faut se souvenir qu'à cette époque le budget total du gouvernement fédéral se situait dans les cinq milliards; il est aujourd'hui à peu près dix fois plus élevé.

Depuis cette époque, l'idée a pris de l'ampleur. Il y a eu le Fonds de développement économique rural. Il était destiné à des régions comme celle d'entre-les-lacs au Manitoba et devait permettre des expériences. Les députés doivent se rappeler que tous ces programmes sont de nature expérimentale. Puis le gouvernement a créé l'Office d'expansion économique de la région atlantique, qui a sans doute procédé à de très nombreuses expériences. Puis il y a eu la loi sur l'aménagement régional et le développement agricole du Canada et, enfin, la loi actuelle qui tend à favoriser le développement régional. Ce que je cherche à faire comprendre, c'est que l'idée ne date pas d'hier.

Les ministériels m'ont donné l'impression que même si c'est vrai que c'est le gouvernement conservateur de M. Diefenbaker, au pouvoir de 1958 à 1962, qui a formulé cette idée, ils allaient abolir le passé et éliminer tout rappel de l'idée conservatrice. Voilà pourquoi ils ont eu recours à l'idée d'un ministère de l'Expansion économique régionale. Cependant le mérite de concrétiser l'idée devait revenir à un gouvernement libéral.

• (1520)

Quelle que soit l'origine de l'idée, je voudrais relater quelques moments importants pour cette raison en particulier. Au départ, ce genre de loi était nécessaire. Nous ne pouvions sans cesse nous tourner du côté du gouvernement. Nous savons tous combien les administrations sont lentes. Nous ne pouvions venir demander des fonds chaque fois que nous avions un projet à réaliser. Nous devons attendre l'approbation des ministères l'un après l'autre et nous ne pouvions vraiment rien y faire. Voilà pourquoi nous avons créé un ministère comme celui-ci, mais il devint très puissant en fait et il pouvait devenir une sorte de monstre à moins de le remettre en cause périodiquement. L'ex-ministre dans le gouvernement précédent a abordé cette question. On accroît les crédits et les besoins sont toujours là; les inégalités régionales persistent, les fonctionnaires essaient de faire de leur mieux, et il ne fait aucun doute dans mon esprit qu'il existe une certaine émulation entre les autorités provinciales et fédérales.

En Saskatchewan, l'émulation est d'un type différent. Le ministère des Affaires du Nord de la Saskatchewan qui s'alimente de fonds fédéraux, veut faire croire aux gens que tout cet argent, tout ce travail et toutes ces bonnes choses sont dus à la générosité du gouvernement de la province. On a même implanté tout un ministère dans ma région. Le ministère se

répand dans toutes les directions et on retrouve des fonctionnaires dans chaque localité. Depuis la demande de fonds jusqu'au paiement final, tout est dirigé par l'administration provinciale bien que 60 p. 100 des fonds proviennent du gouvernement fédéral. Qu'il soit d'allégeance conservatrice ou libérale, le gouvernement fédéral ne se voit attribuer aucun mérite, du moins pas en Saskatchewan, pour tant qu'il s'agisse d'un gouvernement conservateur, d'où est partie l'idée initiale, ou libéral, j'estime qu'il a sûrement beaucoup de mérite.

M. Cosgrove: Bravo!

M. Korchinski: Il est certain que sans la participation fédérale ce genre de choses ne pourrait avoir lieu car rares sont ces entreprises qui sont rentables. L'objet est de créer de l'emploi dans les régions où il n'y a aucune chance d'en trouver.

Le monde d'aujourd'hui est très compétitif et la tendance naturelle consiste à graviter autour des provinces centrales du Canada et d'oublier les autres. Les provinces centrales qui font concurrence à d'autres pays doivent absolument être compétitives, mais cela ne tient aucun compte des autres régions qui ont toujours été laissées pour compte jusqu'à ce que le ministère prenne cette mesure.

La tendance est à la croissance et le ministère risque de devenir trop puissant. Des pouvoirs extrêmement vastes pourraient être confiés à une poignée de hauts fonctionnaires du ministère si une localité ou un groupe de localités réclamaient la mise sur pied d'un projet en particulier. Dans ma circonscription, où sont donc situées la plupart des entreprises créées par le MEER? Dans le voisinage immédiat de La Ronge. Il s'agit d'une municipalité en pleine expansion qui a besoin de nombreuses entreprises de ce genre. Mais lorsqu'on s'éloigne de La Ronge, on se rend compte qu'il existe beaucoup d'autres petites localités. Il est facile à un administrateur de faire une balade d'une heure en voiture pour aller jeter un coup d'œil sur un projet en chantier, mais s'il devait se rendre dans des endroits plus éloignés, il pourrait très bien devoir s'y rendre en avion. Il devrait peut-être s'y rendre pour un jour ou deux. L'expansion ne survient donc pas aussi rapidement dans les petites localités qui dépendent d'un concours extérieur que dans les municipalités déjà assez développées. Il y a au sein du ministère des gens ou des groupes qui font pression et qui décèlent un besoin évident de certains genres de programmes. Il y a des secteurs où la croissance est plus rapide bien que, partout, la croissance soit le résultat de l'action du ministère.

Les activités du ministère sont très diversifiées et touchent pratiquement toutes les sphères de l'activité économique. Le NPD trouve formidable qu'on y consacre de l'argent. Je me souviens qu'en 1972 l'expression «quêteux en Cadillac» était à la mode. Les militants du NPD se sont déployés dans tout le pays et ils ne parlaient, dans leur campagne, que de ces fameux quêteux en Cadillac. Ils étaient contre. Ils trouvaient qu'il était déplacé de vouloir aider les industriels en difficulté sous prétexte que certains étaient très riches. Mais voilà qu'aujourd'hui ils trouvent tout à fait justifié d'aider Chrysler ou Michelin. Ils sont d'accord pour aider Chrysler parce que, comme par hasard, c'est une affaire qui touche directement le chef du parti néo-démocrate (M. Broadbent). Mais quand il s'agit d'une autre région, même si la société est plus importante, ils ne sont plus d'accord.

Mais le danger—et c'est pourquoi il faut de temps à autre procéder à une révision—c'est que tous les partis sont favora-